



Élisabeth Vallet
Aux États-Unis, sale temps pour les femmes *Page B 2*

Session parlementaire
Quand l'éthique brouille le message libéral *Page B 3*

Philosophie L'élection de Donald Trump dans l'œil de l'École de Francfort *Page B 6*

PERSPECTIVES

CAHIER B > LE DEVOIR, LES SAMEDI 10 ET DIMANCHE 11 DÉCEMBRE 2016



SÉBASTIEN BOZON AGENCE FRANCE-PRESSE

L'ancien premier ministre Manuel Valls a à peine annoncé sa candidature que s'est répandu le mot d'ordre « Tout sauf Valls ».

FRANCE

La gauche en miettes

Le Parti socialiste joue son va-tout pour l'élection présidentielle qui se déroulera l'année prochaine

CHRISTIAN RIOUX
Correspondant à Paris

L'ombre de Gaston Deferre plane sur l'élection présidentielle française. À cinq mois du scrutin, certains n'hésitent plus à évoquer le souvenir de l'ancien maire de Marseille. En 1969, Gaston Deferre avait pris la direction des socialistes avec pour résultat qu'ils sortirent laminés de l'élection avec seulement 5,01% du vote. C'est sur ces ruines que François Mitterrand entreprit de reconstruire l'unité de la gauche. Il faudra attendre 1978 pour que les socialistes supplantent le Parti communiste et deviennent le premier parti de la gauche française.

Cette époque tire-t-elle à sa fin? C'est la question que se posait récemment le politologue Gérard Le Gall dans le quotidien *Le Monde*. « Pour le PS, l'enjeu [de cette élection] est historique. Il réside dans la réaffirmation ou non de sa suprématie au sein de la gauche, acquise depuis 1978 lorsqu'il a supplanté pour la première fois le Parti communiste. » François Hollande, qui annonçait la semaine dernière son intention de ne pas briguer un second mandat, laisse en effet la gauche dans un tel état de désespoir que la perspective d'un éclatement presque complet du vote apparaît de plus en plus réaliste.

Valls dans l'adversité

C'est dans ce contexte et conscient de ce défi historique que le premier ministre Manuel Valls a annoncé cette semaine sa candidature à la primaire de la gauche. Quitte à forcer sa propre nature, celui qui voulait il n'y a pas si longtemps enterrer le mot « socialisme » se retrouve obligé de prêcher le rassemblement. « Je suis révolté au fond de moi-même à l'idée que la gauche soit disqualifiée, dit-il. Je constate la division à gauche, mais jusqu'à quand allons-nous subir ce spectacle? Voilà un beau motif de sursaut. Il y a une exigence de rassemblement. Au fond de nous, je sais qu'il y a une envie de se retrouver. »

L'ennui, c'est que cette envie ne s'est toujours pas manifestée et que l'on assiste même au



PHOTO GEORGES GOBET LOÏC VENANCE AGENCE FRANCE-PRESSE
Jean-Luc Mélenchon et Emmanuel Macron ont choisi de boycotter la primaire de la gauche. Ces deux candidats d'extrême gauche et de centre gauche ont fait le choix de se présenter directement à la présidentielle.

contraire. L'ancien premier ministre avait à peine annoncé sa candidature que se répandait le mot d'ordre « Tout sauf Valls ». Son adversaire à la primaire Arnaud Montebourg n'a pas manqué de noter que Manuel Valls avait « proposé un discours d'opposant à sa propre politique ». Les sondages actuels montrent que les deux hommes arriveraient presque à égalité au second tour de la primaire. « Tout cela est tellement fluide qu'il est difficile de faire un pronostic », estime le politologue Gérard Grunberg.

À gauche, la bronca contre le Catalan va de la ministre Ségolène Royal à la mairesse de Paris, Anne Hidalgo, en passant par l'ancienne garde des Sceaux, Christiane Taubira. La candidature



de cette dernière a d'ailleurs été envisagée pour lui faire barrage. La mairesse de Lille, Martine Aubry, n'a pas non plus caché son insatisfaction face à un candidat qui se veut libéral en matière d'économie et ferme dans la lutte contre l'islamisme. Le 25 novembre, à Bondy, elle affirmait que « ceux qui pensent à gauche que l'identité devrait supplanter l'égalité se trompent complètement ».

Un parti éclaté

Dans le camp de l'ancien premier ministre, on compte les ralliements. Si ceux des ministres

VOIR PAGE B 2 : GAUCHE

« L'élite » à l'écoute du peuple

La tournée Faut qu'on se parle inspire les partis politiques

Partout dans le monde, des électeurs désenchantés appuient des candidats populistes, qui promettent de combattre les « élites ». Le collectif Faut qu'on se parle, de Gabriel Nadeau-Dubois, est allé à la rencontre des Québécois au cours de l'automne. Le Parti québécois et Québec solidaire lancent aussi des tournées de consultation. Zoom sur un effort des partis pour se rapprocher des citoyens.

MARCO FORTIER

Il est arrivé avec ses bottes de chantier, sa chemise à carreaux et son collier où pend une dent acérée. « On est étouffés, va falloir qu'on se réveille », a-t-il lancé.

Bernard « Rambo » Gauthier se décrit comme un futur politicien pas comme les autres. Le bonhomme, en tout cas, sait comment attirer l'attention. Le syndicaliste controversé, qui a déjà été reconnu coupable d'intimidation sur un chantier de construction (il a obtenu par la suite une absolution conditionnelle), a livré une des conférences de presse les plus suivies de la semaine.

Rambo se lance en politique. Il compte se présenter dans la circonscription de Duplessis, sur la Côte-Nord, représentée depuis 40 ans par le Parti québécois. Attendez un peu avant de vous moquer, parce que Bernard Gauthier a peut-être touché une corde sensible. Il dit parler au nom des sans-voix, du « monde ordinaire », surtout en région, qui en ont ras le bol des « élites ».

Une grande gueule issue du « peuple » qui promet d'ébranler les colonnes du temple. Ça vous dit quelque chose? Donald Trump était considéré comme un clown pathétique avant de devenir président désigné des États-Unis, contre vents et marées.

Personne n'avait vu venir ce séisme électoral. Personne n'avait prédit non plus le Brexit, la percée du phénomène Rodrigo Duterte aux Philippines ou la force de l'extrême droite en Autriche. « On vit dans une époque postmoderne où les gens ont envie de dire non aux politiciens en place. C'est vrai ailleurs dans le monde. On peut penser que c'est vrai aussi au Québec », dit Jean-Herman Guay, politologue à l'Université de Sherbrooke.

À l'écoute du « peuple »

Comme par hasard, les « élites » — ou les gens qui sont perçus comme les élites — ont une soudaine envie d'aller rencontrer le « peuple » par les temps qui courent. Et le peuple en redemande: la tournée Faut qu'on se parle, lancée par Gabriel Nadeau-Dubois, Jean-Martin Aussant et d'autres étoiles montantes de la gauche, a tenu au cours de l'automne pas moins de 174 assemblées de cuisine et 10 grands rassemblements dans toutes les régions du Québec.

Le succès de Faut qu'on se parle donne des idées aux autres représentants de « l'élite » politique. Le Parti québécois a lancé lui aussi une tournée — « Osez repenser le PQ » — qui part écouter les électeurs. Québec solidaire, le parti de Françoise David, prépare une tournée semblable pour le début de l'année 2017.

Les libéraux de Philippe Couillard ont aussi envie « d'écouter » les gens après l'avertissement reçu dans les quatre élections partielles, cette semaine: le vote libéral a baissé partout, signe de l'insatisfaction de la population envers le gouvernement.

François Legault, chef de la Coalition avenir Québec (CAQ), est allé plus loin en affirmant que la victoire de Donald Trump devrait interpellé les élus québécois. « M. Trump s'est

VOIR PAGE B 3 : ÉLITE

174

Nombre d'assemblées de cuisine tenues par le collectif Faut qu'on se parle au cours de l'automne

PERSPECTIVES

ÉTATS-UNIS

Sale temps pour les femmes... (et les autres)

ÉLISABETH VALLET



Six ans après la consécration de ce label, formulé initialement par Andrea Dworkin dans les années 1990, une autre loi restreignant l'IVG attend sa promulgation, en Ohio : l'avortement n'y sera plus possible à compter du moment où l'on peut entendre le battement de cœur de l'embryon. Au cours des 10 dernières années, les États fédérés ont adopté 231 mesures pour restreindre l'avortement. A travers le pays, des cliniques qui le pratiquent ferment tour à tour, au point où six États n'ont plus qu'une seule clinique (Arkansas, Mississippi, Missouri, Dakota du Nord, Dakota du Sud et Wyoming).

Mais ce qui pèse plus lourd encore, ce sont les lendemains du séisme politique du 8 novembre, qui ne cessent d'apporter, par vagues successives, des répliques. Et on n'en a pas vu le bout, car il n'est pas sans rappeler ce qui s'est passé il y a plus d'un quart de siècle.

En 1984, Geraldine Ferraro, qui se présentait à la vice-présidence, a essuyé une des pires rales de l'histoire politique contemporaine. La journaliste Maureen Dowd faisait le bilan de cette candidature inédite en ces termes : puisque les femmes n'avaient pas choisi de voter pour une femme, les féministes se voyaient obligées de repenser leur rôle en politique. D'autant plus qu'elles peinaient à s'expliquer comment il était possible qu'une majorité de femmes ait pu voter pour un « homme des cavernes ». Les démocrates qui avaient rêvé d'une année exceptionnelle se trouvaient pris au dépourvu, incrédules, constatant la défection des hommes blancs parmi les cols bleus. Cette année-là, aucune des femmes qui avaient brillé dans les courses au Congrès n'avait finalement été élue.

En réalité, l'échec de Geraldine Ferraro a durablement refroidi les ardeurs des partis. Au point qu'il aura fallu attendre 24 années pour voir une femme remporter l'investiture pour la vice-présidence côté républicain, 32 pour en voir apparaître une sur le ticket démocrate.

Les similitudes sont frappantes. En 1984, les commentateurs doutaient de la capacité d'une femme à tenir les rênes du pouvoir et soulignaient sa relative inexpérience ainsi que les activités financières discutables de son mari. Elle a porté le blâme de la défaite spectaculaire du Parti démocrate.

En 2016, rebelote. L'opposant d'Hillary Clinton a mis en cause son aptitude à occuper le Bureau ovale, son expérience de plusieurs décennies est devenue un fardeau et les frasques de son mari lui ont collé aux semelles comme de la vieille gomme remachée.

Tout comme en 1984, il y a le fait que les femmes ne votent pas nécessairement pour les femmes, mais qu'elles se prononcent en reproduisant le modèle tel qu'il a été façonné. La rhétorique masculine qui habille la fonction présidentielle (du commandant en chef des forces armées aux « pères fondateurs » de la république) et le repli discursif sur des caractéristiques machistes à la suite du 11-Septembre alimentent cette dimension. Plus encore chez les femmes blanches, et à l'inverse de leurs alter ego autochtones, afro-américains, latinos ou immigrants, la discrimination est souvent formulée en termes qui leur sont extérieurs (par exemple le racisme). Ce faisant, certaines études constatent qu'elles sont parfois moins outillées pour dénommer — et donc identifier — la discrimination faite aux femmes, d'où l'acceptabilité, dans certaines franges de cette composante du fameux « discours de vestiaire ».

Or, en 1984, le ressac est réel. Et durable : la place des femmes stagne au Congrès pendant huit ans. L'« effet Ferraro » aura mis du plomb dans l'aile des candidatures féminines aux élections locales — alors qu'il s'agit d'un tremplin nécessaire pour pouvoir accéder à un réseau d'envergure nationale et pour obtenir le soutien du parti.

En 2016, il faut donc appréhender l'effet de cette lame de fond qui abhorre l'idée même qu'une femme transcende la répartition traditionnelle des rôles et le contrecoup de la défaite d'Hillary Clinton. La recherche universitaire montre une réelle peur de la redéfinition des cadres sociaux dans certains pans de la société américaine et une vraie crainte d'une femme à la Maison-Blanche. Le Southern Poverty Law Center a d'ailleurs ouvert un registre en ligne pour tenter d'évaluer et de recenser le harcèlement dans la foulée de l'élection. Et il souligne que les femmes refusent pour beaucoup de s'identifier dans les entrevues diffusées par l'organisme pour éviter d'être stigmatisées plus encore. Il faut dire que le cas de Lauren Batchelder, cette étudiante qui a reçu des menaces de mort sur Twitter pour avoir tenu tête à Trump, est dissuasif. Il est encore difficile d'appréhender le recul que la défaite d'Hillary Clinton aura généré. Combien d'années avant qu'une femme se lance de nouveau dans l'aventure ?

Mais l'impact est plus profond encore. Dix jours après l'élection, le SPLC recensait 867 incidents haineux, d'un bout à l'autre du pays. Les femmes ne représentent qu'une fraction de ces incidents : des actes ou des propos antisémites, antimusulmans, anti-LGBT, anti-Afro-Américain, anti-immigrant. Le discours décomplexé est celui des extrêmes (à droite comme à gauche). Il pourrait avoir des effets durables sur le profil des élites et des politiciens, et accroître plus encore le découplage de la société en castes, tandis que l'ascenseur social du rêve américain se grippe.



Un Syrien roule à vélo dans les rues de Talbisseh, dans la province de Homs devant les ruines d'un bâtiment détruit sur lequel sont écrits en arabe et en anglais « De Homs, sauvez Alep » et « La Russie nous tue ».

MAHMOUD TAHA AGENCE FRANCE-PRESSE

SYRIE

La Russie prépare déjà l'après-bataille avec l'envoi d'unités spéciales tchétchènes

Moscou a envoyé des dizaines de soldats pour accomplir une mission de « police militaire »

ISABELLE MANDRAUD

Quartier après quartier, l'armée syrienne soutenue par ses alliés russe et iranien continue de progresser dans la partie orientale d'Alep. « Plus de 70% du territoire — de la ville — contrôlé par les rebelles a été libéré », s'est félicité, dans un communiqué, jeudi 8 décembre, le ministre de la Défense russe.

Tandis que les rebelles sont de plus en plus acculés dans les dernières poches de résistance à l'est de cette cité symbole du terrible conflit qui ravage le pays depuis cinq ans, Moscou prépare l'après. Des unités spéciales tchétchènes ont ainsi été envoyées en Syrie, pour accomplir une mission de « police militaire » et sécuriser la base aérienne russe située à Hmeimim, dans la province de Lattaquié.

Des dizaines de soldats s'appretent à embarquer sur une piste aérienne sont apparus dans une vidéo rendue publique le 6 décembre et diffusée, jeudi, par un site Internet lié au ministère de la Défense et par des médias russes.

« Ramzan, qu'est-ce que tu fais ? Rouslan, t'as décidé d'y aller ? » entend-on sur la bande. « Oui, j'ai décidé d'y aller », répond un militaire. « Qu'Allah vous protège », poursuit la voix. Filmés par un téléphone portable, ces hommes, qui s'exprimaient en langue tchétchène, appartiennent aux bataillons « Est » et « Ouest » établis sur la base russe de Khankala, à l'est de Grozny, la capitale de la Tchétchénie, une république autonome de Russie à majorité musulmane. Tous arborent des bérets rouges et un nouvel insigne sur leur bras, « MP », pour police militaire.

Troupes expérimentées

Ces bérets et ces insignes ont été fournis fin novembre aux « spetsnaz », les forces spéciales tchétchènes, dont les effectifs ont été reconfigurés pour former ce détachement spécial. Au

cune indication sur leur nombre exact n'a été fournie. « Les Tchétchènes sont des sunnites, ce qui facilitera les relations avec la population locale », assure Leonid Issaiev, maître de conférences à l'École des hautes études en sciences économiques, cité par le quotidien *Izvestia*.

Un « bataillon entier de volontaires tchétchènes », ajoute cet orientaliste, combat déjà au côté d'Assad. Les militaires sur le départ sont parfaitement imberbes, a également raconté une source de Khankala au journal *Kommerçant*, « afin de les distinguer de ceux qui, partis de Tchétchénie, combattent dans les rangs de l'organisation État islamique [EI] ».

Créés en 2003, les bataillons Est et Ouest ont

La sécurité n'est cependant pas la seule raison de l'envoi de renforts terrestres. La présence de militaires tchétchènes en Syrie constitue en effet tout un symbole.

participé à la guerre de cinq jours, en août 2008, entre la Russie et la Géorgie. Ils ont combattu en Ossétie du Sud, reconnue depuis lors comme un territoire indépendant par la seule Russie, et leur « expérience » est aujourd'hui vantée à Moscou.

L'envoi de ces troupes terrestres pourrait avoir été accéléré, aussi, par la mort de deux femmes médecins militaires russes, survenue le 5 décembre après un bombardement sur un hôpital mobile installé dans Alep-Ouest. Le lendemain, en même temps qu'apparaissait la vidéo, le sénateur Vladimir Djabarov, vice-président de la Commission des affaires étrangères du Conseil de la fédération russe, réclamait des renforts.

Blessé le même jour, le colonel Rouslan Galitski, « conseiller militaire » présent à Alep-Ouest,

devait succomber quelques heures plus tard. La mort de ce haut gradé porte le nombre officiel de soldats russes tués en Syrie à vingt-trois.

La sécurité n'est cependant pas la seule raison de l'envoi de renforts terrestres. La présence de militaires tchétchènes en Syrie constitue en effet tout un symbole, comme semblait le suggérer un tweet de l'ambassade russe aux États-Unis paru dès octobre. Accompagné de photos récentes de Grozny, ravagé par les bombardements russes au début des années 2000 puis reconstruite, le message insistait sur le fait que cette ville était, depuis, devenue « paisible, moderne et prospère » : « Ne serait-ce pas la solution que nous cherchons ? John Kerry ? Boris Johnson ? » était-il écrit, avec le mot-clé « Alep ».

Sur son compte Instagram, le chef de la Tchétchénie, Ramzan Kadyrov, a fini par réagir, jeudi soir, sans confirmer l'existence des bataillons Est et Ouest et l'envoi de troupes tchétchènes. « La Russie ne participe pas aux opérations terrestres », a-t-il affirmé, tout en admettant que « certaines équipes arrivent, d'autres partent » vers la base aérienne de Hmeimim.

Moscou paraît cependant plus décidée que jamais à éradiquer la présence rebelle dans la région d'Alep. Jeudi, le porte-avions *Amiral-Kouznetsov* est entré dans le port de Tartous, la base maritime russe sur le territoire syrien. L'action de ses chasseurs Soukhoï embarqués, telle qu'elle avait été définie le 17 novembre par le ministère de la Défense, a consisté à bombarder la province d'Idlib, vers laquelle tentent d'aller se réfugier des combattants et des civils qui fuient Alep.

Le Monde

GAUCHE

SUITE DE LA PAGE B 1

Jean-Yves Le Drian (Défense) et Michel Sapin (Economie) semblent assurés, ceux d'importants lieutenants, comme le ministre de l'Agriculture Stéphane Le Foll, ne sont toujours pas garantis. Ces derniers ne lui pardonneront pas d'avoir tout fait pour pousser François Hollande vers la sortie. Cette insatisfaction explique probablement la multiplication des candidatures, qui frisent pour l'instant la dizaine.

La dernière en date, qui devrait être annoncée ce week-end, se nomme François Peillon. On soupçonne l'ancien ministre de l'Éducation, qui avait annoncé sa retraite de la vie politique pour écrire des romans policiers, d'être d'abord instrumentalisé contre Manuel Valls. Celui que la presse de droite surnomme le « scud anti-Valls » pourrait en effet aller chercher le soutien d'une partie de la garde rapprochée de François Hollande.

L'ennui de ces candidatures qui se multiplient, c'est que les scrutins des 22 et 29 janvier ressemblent de moins en moins à une primaire de la gauche et de plus en plus à un banal congrès du Parti socialiste, estiment les observateurs.

Mélénchon et Macron

En effet, l'appel des socialistes à se mobiliser largement à la primaire ne trouve guère d'écho à un moment où Jean-Luc Mélénchon

et Emmanuel Macron ont choisi de boycotter. Ces deux candidats d'extrême gauche et de centre gauche, qui font le choix de se présenter directement à la présidentielle, sont tous deux crédités de 14% d'intentions de vote. Un point de plus que le résultat dont on crédite Manuel Valls s'il sortait victorieux de la primaire socialiste.

Avec ces trois forces à peu près égales, c'est donc l'avenir même du Parti socialiste qui pourrait se jouer dans les cinq prochains mois. Or, depuis que la droite a mobilisé plus de quatre

« Il ne suffit plus de sacraliser l'Union européenne et de diaboliser le populisme pour donner à un programme. Ces artifices n'ont plus de prises sur des gens qui subissent les crises produites par la rigidité de l'euro et la massification de l'immigration. »

millions d'électeurs dans sa primaire, la barre est haute pour les socialistes. Même une participation de deux ou trois millions apparaîtrait comme un échec. Certains remettent même en question la capacité des socialistes d'organiser une primaire digne de ce nom. Le PS a beau afficher un effectif de 120 000 personnes, *Le Canard enchaîné* révélait que seules 45 000 d'entre elles ont payé leur cotisation. Le premier secrétaire du parti, Jean-Christophe Cambadélis, a d'ailleurs réduit le nombre d'observateurs qui

seront exigés dans chaque bureau de vote à chacun des tours de scrutin. Dans certaines régions, où les socialistes n'ont pratiquement plus d'élus, on reconnaît qu'il sera très difficile de tenir suffisamment de bureaux pour permettre à chacun d'aller voter sans devoir parcourir des kilomètres.

« Il ne suffit plus de sacraliser l'Union européenne et de diaboliser le populisme pour donner du contenu à un programme. Ces artifices n'ont plus de prises sur des gens qui subissent les crises produites par la rigidité de l'euro et la massification de l'immigration », écrivait récemment le chroniqueur du *Figaro* Yvan Rioufol. Les sondeurs ont beau retourner les chiffres dans tous les sens, aucun des scénarios actuels n'annonce une présence de la gauche au second tour de la présidentielle. « Ce qui est certain, c'est que le PS de gouvernement est mortel. Avant qu'il redevienne un parti capable de prendre le pouvoir, il s'écoulera beaucoup de temps et, peut-être même, ne le pourra-t-il plus », expliquait le politologue Gérard Grunberg dans le quotidien *Le Télégramme*. Ce qui se joue, pour l'instant, ce n'est donc pas tant la présence de la gauche au second tour que le choix de celui qui sera en mesure de rassembler ses orphelins après l'élection présidentielle.

Le Devoir

PERSPECTIVES

Quand l'éthique brouille le message

La corruption est chose du passé, affirme Couillard. Or c'est un passé libéral.

Le premier ministre Philippe Couillard avait placé la session d'automne sous le signe de la « confiance retrouvée ». Cette session devait trancher avec l'austérité et tabler sur des réinvestissements en santé et en éducation et sur les bienfaits d'une performance économique honnête. Mais des questions d'éthique sont venues plomber les visées du gouvernement libéral.

ROBERT DUTRISAC

Correspondant parlementaire à Québec

Avant même que ne débute la session parlementaire d'automne, lors du caucus de Gatineau au début de septembre, l'enjeu de l'éthique avait fait irruption. Des situations inédites, dont les libéraux semblent avoir le secret, ont surgi à l'improviste, ce genre de situations dont les éthiciens et les commissaires à la déontologie font leur pain et leur beurre.

La ministre de l'Économie, de la Science et de l'Innovation, Dominique Anglade, projetait d'embaucher un ex-rechercheur de la Coalition avenir Québec, Frédéric Schaud, qui avait subtilisé des documents à l'employeur qu'il venait de quitter. « On n'a jamais reçu de documents de la CAQ », clamait la ministre, qui persistait, comme le premier ministre Philippe Couillard d'ailleurs, à vouloir débaucher cette perle qu'ils devaient considérer comme rare.

La situation soulevait une singulière question : peut-on embaucher un employé d'un rival s'il a volé des documents dans la mesure où il ne nous en a remis aucun ? Aux yeux de monsieur et madame Toutlemonde, la réponse peut apparaître simple : c'est non. Mais cela a pris des heures avant que la ministre libérale n'annonce qu'elle avait changé d'idée.

Deux semaines plus tard, un autre transfuge de la CAQ, Yan Plante, employé au cabinet du premier ministre, se retrouvait dans la même situation. Le premier réflexe de Philippe Couillard fut de défendre son conseiller. Finalement, Yan Plante a présenté sa démission.

Terrain glissant pour le ministre des Transports

Pour sa part, le ministre des Transports, Laurent Lessard, a passé la session avec une épée de Damoclès au-dessus de la tête. Ses liens



Le ministre des Transports, Laurent Lessard ici, aux côtés du premier ministre, Philippe Couillard, a passé la session avec une épée de Damoclès au-dessus de la tête.

avec son ami et ex-conseiller politique Yvon Nadeau, véritable homme-orchestre quand il était employé par le ministre dans son bureau de circonscription, ont fait l'objet d'une enquête du commissaire à l'éthique et à la déontologie des membres de l'Assemblée nationale, Jacques Saint-Laurent.

Soulagé, Laurent Lessard a joyeusement fêté l'absolution que lui a finalement donnée le commissaire mercredi. Mais le cumul de fonctions qu'assumait Yvon Nadeau — à la fois conseiller politique d'un ministre, propriétaire d'une entreprise qui demandait une subvention à l'État, sorte de courtier pour la location de chalets au pied des pentes d'une station de ski subventionnée, membre du conseil d'administration d'une autre entreprise qui cherchait à s'abreuver aux mamelles de l'État — avait « des apparences qui laissent perplexes », selon Jacques Saint-Laurent, dont le langage feutré verse souvent dans l'euphémisme. Manifestement, Laurent Lessard n'a jamais reproché à son ami son opportunisme qui l'amenait à avoir plusieurs fers au feu et à mélangier allègrement intérêt personnel et service public.

Le scandale de la SIQ

Révélateur par l'émission *Enquête* d'ICI Radio-Canada au début de novembre, le scandale de la Société immobilière du Québec (SIQ) a fait mal aux libéraux durant les élections partielles, reconnaît-on dans leurs rangs. Adieu veau, vache, cochon, couvée : leurs ambitions de remporter la victoire dans Arthabaska se sont évanouies. Le porte-à-porte libéral dans Verdun a confirmé

la réprobation qui animait les électeurs francophones.

Dans ce reportage, le public apprenait avec quelle désinvolture méprisante Monique Jérôme-Forget considérait la SIQ dont elle était responsable, alors que c'est elle qui a ordonné la vente des immeubles grâce à laquelle les présumés fraudeurs se sont enrichis. Il a surtout appris par quels stratagèmes des libéraux notoires, forts de leurs relations, ont pu détourner des fonds publics, soit William Bartlett, l'organisateur de la campagne électorale dans Jean-Talon de Philippe Couillard en 2007, le p.-d.g. de la SIQ, Marc-André Fortier, et deux éminents collecteurs de fonds libéraux, Franco Fava et Charles Rondeau. De William Bartlett, Philippe Couillard dira qu'il le connaissait à peine et qu'il n'était qu'un bénéficiaire. À la commission Bastarache, Franco Fava et Charles Rondeau se sont aussi présentés comme de simples bénéficiaires. On comprend aujourd'hui que certains bénéficiaires peuvent finir par coûter cher.

Et puis, de souligner le premier ministre à l'Assemblée nationale, il ne s'agit pas de son gouvernement mais bien du gouvernement libéral précédent. On a cru voir, à ses côtés, des ministres et des députés de l'ère Charest grimacer.

« On a sauvé le Québec », a lancé Philippe Couillard dans une mêlée de presse. La déclaration fera sans doute époque. Le problème, c'est que, si le Québec est sauvé, c'est d'un héritage de presque 15 ans d'un régime libéral, fait-on observer dans l'entourage de François Legault. Quand Philippe Couillard martèle que la corruption est chose du passé,

c'est qu'elle était présente sous le gouvernement Charest dont il a fait partie.

L'espoir de Legault

Au terme de la session, François Legault a dit croire en ses chances de ravir le pouvoir aux prochaines élections. Il faut dire que 2015 avait été une mauvaise année pour le chef caquiste, qui avait été éclipsé par un certain Pierre Karl Peladeau.

De son côté, le nouveau chef du Parti québécois, Jean-François Lisée, n'a pas connu de lune de miel. Voilà une chose qui ne pourra pas lui monter à la tête. Après un début ordinaire à l'Assemblée nationale, Jean-François Lisée est devenu plus précis, plus efficace dans ses questions, concède-t-on chez ses adversaires.

En conférence de presse vendredi, le chef péquiste a soutenu qu'il avait refait l'unité de son caucus. Il s'est aussi félicité de la nouvelle position identitaire à laquelle ses députés se sont ralliés. Il faut dire que la bonne performance du PQ dans les élections partielles facilite grandement cette adhésion spontanée.

Remaniement, discours d'ouverture, budget généreux — surtout si Ottawa consent à hausser les transferts en santé —, le gouvernement Couillard ne ménagera pas ses efforts au début de 2017 pour passer son message : l'assainissement des finances publiques n'est pas une abstraction : la population pourra en profiter concrètement. Un message, espère-t-on chez les libéraux, que les relents de corruption ne viendront pas encore une fois brouiller.

Le Devoir

Bulletin ministériel

MICHEL DAVID



On attend toujours la législation sur les pit-bulls, mais Martin Coiteux (Sécurité publique) a fait diligence dans le cas de la commission d'enquête sur la protection des sources journalistiques. Ses projets de loi qui auront pour effet d'augmenter l'autonomie des municipalités ont fait roucouler de bonheur les principaux intéressés. A

Après le pénible passage de François Blais à l'Éducation, il est rassurant de voir un ministre qui semble s'intéresser à ce qui se passe dans les écoles. Aussi bien au ministère que sur le terrain, l'arrivée de Sébastien Proulx a provoqué un changement de climat. Son grand forum avait sans doute ses limites, mais s'attaquer aux défis du réseau de l'éducation plutôt qu'aux structures est déjà un grand progrès. A-

De nos jours, il est très méritoire pour un ministre des Finances de dégager des surplus. Meilleur économiste que politicien, Carlos Leitão a cependant plus de difficulté que d'autres à défendre l'indéfendable, qu'il s'agisse de l'exploitation éhontée des joueurs compulsifs par Loto-Québec ou des magouilles des collecteurs de fonds libéraux à la Société immobilière du Québec. B

Jean-Marc Fournier, lui, est très à l'aise dans la défense de l'indéfendable, qui constitue l'aspect le plus détestable de la fonction de leader parlementaire du gouvernement, dont il s'acquitte très bien. Il était rassurant de l'entendre lever le ton contre Ottawa, dont le projet C-29 constituait une intrusion grossière dans un champ de compétence du Québec, mais il est désolant de le voir s'entêter dans sa vision joviériste de la francophonie canadienne. B-

Le Québec a déjà eu plus de rayonnement sur la scène internationale. La conférence sur la radicalisation organisée conjointement par le Québec et l'UNESCO était toutefois une bonne initiative à porter au compte de Christine St-Pierre. B

Gaétan Barrette a la délicatesse d'un éléphant dans un magasin de porcelaine, mais il réagit de façon épidermique à la moindre critique. On ne peut certainement pas l'accuser de passivité et il y a bel et bien réinvestissement en santé. Sa dégustation-spectacle des mets servis en CHSLD était cependant d'un goût douteux. Des volte-face à répétition sur les frais accessoires, la rémunération des médecins et le quartier musulman de Brossard. B-

L'enseignement supérieur est un vaste chantier, mais Hélène David doit prendre garde à la dispersion. Son désir de donner plus de « flexibilité » aux cégeps risque de provoquer une hétérogénéité des diplômés qui n'est pas souhaitable. Alors que les universités sont sous-financées, accorder une subvention de 94 millions à HEC pour construire un nouveau pavillon où on offrira un programme à 89 000 \$ est très discutable. C

La ministre de l'Économie, Dominique Anglade, a beau s'agiter et multiplier les politiques, elle n'arrive pas à redonner au gouvernement l'image économique qui était traditionnellement associée au PLQ, même si la baisse du taux de chômage peut faire bonne impression. Elle semble avoir renoncé à voir Ottawa investir dans la C-Serie de Bombardier. C

La ministre de l'Immigration, de la Diversité et de l'Inclusion, Kathleen Weil, estime que le Plan d'immigration 2017 s'appuie sur un « large consensus ». L'inadéquation entre les seuils fixés et les ressources consacrées à l'intégration des nouveaux arrivants donne l'inquiétante impression que le gouvernement se comporte comme un apprenti sorcier. C

Luc Fortin (Culture) a vu une « grande avancée » dans le nouveau règlement imposant

une « présence suffisante » du français aux grandes enseignes commerciales, qui est pourtant très timide. Il devra vraisemblablement attendre la nouvelle affectation qu'on lui prédit au prochain remaniement pour faire sa marque. C

Geoff Kelley (Affaires autochtones) s'est retrouvé pris entre l'arbre et l'écorce quand le Directeur des poursuites criminelles et pénales a renoncé à tenter des poursuites contre les policiers de la SQ à Val-d'Or. Il n'a pas réussi à trouver une formule acceptable aux leaders autochtones en lieu et place de l'enquête publique qu'ils réclamaient. C-

L'ancienne ministre responsable des Aînés, Marguerite Blais, a jugé sévèrement le projet de loi contre la maltraitance présenté par sa successeuse, Francine Charbonneau, qui ne comporte aucune obligation de signaler les cas de maltraitance. C-

Si, en le nommant au Tourisme, le premier ministre Couillard voulait éviter de donner trop de visibilité à Julie Boulet, dont la comparaison devant la commission Charbonneau avait fait très mauvaise impression, il a réussi. C-

François Blais incarne admirablement la difficulté pour certains universitaires de réussir le passage en politique. Le manque d'empathie qui le caractérisait au ministère de l'Éducation est tout aussi manifeste depuis son retour à l'Emploi et à la Solidarité sociale, comme l'a bien illustré le débat sur la loi 70, qui a abaissé à moins de 400 \$ la prestation mensuelle de certaines catégories d'assistés sociaux. D

Le projet de loi 102 qui vise à « moderniser » la législation en matière environnementale ressemble plutôt à une émasculature du Bureau d'audiences publiques sur l'environnement (BAPE). Dans le dossier des hydrocarbures, David Heurtel semble avoir décidé de s'effacer devant son collègue de l'Énergie et des Ressources. D

Le premier ministre ne voudra sans doute pas se faire dicter par l'UPA le choix de son ministre de l'Agriculture, mais le lien de confiance avec Pierre Paradis semble définitivement rompu. La mésentente sur l'impôt foncier agricole est simplement la goutte qui a fait déborder le vase. D

Laurent Lessard (Transports) a été officiellement blanchi par un commissaire à l'éthique indulgent à l'excès. Le cumul des emplois et des subventions pratiqué par son ami et conseiller, Yvon Nadeau, a fait très mauvaise impression et embarrassé son gouvernement pendant des semaines. D

Pierre Arcand (Énergie et Ressources) a commis une bourde en révélant l'existence de négociations secrètes pour faire la paix avec Terre-Neuve, où le ressentiment contre le Québec est endémique. Il a forcé par un bâillon l'adoption du projet de loi sur les hydrocarbures, qui jette le territoire québécois en pâture à l'industrie pétrolière et gazière. E

La ministre de la Condition féminine, Lise Thériault, en avait étonné plusieurs en déclarant qu'elle n'était pas féministe. Voilà maintenant qu'elle serait disposée à ce que son parti présente des candidates portant le tchador. E

Malgré une injection de 200 millions en catastrophe pour empêcher le système judiciaire de s'effondrer, Stéphanie Vallée (Justice) a démontré depuis deux ans toute la justesse du principe de Peter. Après le projet de loi sur les discours haineux, c'est dans celui sur la neutralité de l'État qu'elle s'est embourbée. Une candidate de choix au prochain remaniement. E

Tout le monde est favorable à une réforme du mode de scrutin, sauf la ministre de la... Réforme des institutions démocratiques, Rita de Santis. Il était assez divertissant de l'entendre dénoncer le manque de transparence de ses collègues à l'Assemblée nationale, mais ses jours au Conseil des ministres semblent comptés. E

mdavid@ledevoir.com

ÉLITE

SUITE DE LA PAGE B 1

préoccupé de ce que souhaitent les citoyens, a-t-il déclaré. Les gens ne sont pas satisfaits du gouvernement, trouvent que leur gouvernement est loin du peuple. Moi, je pense que je suis quelqu'un qui est proche du peuple.»

Du concret, SVP

C'est beau, écouter le peuple. C'est noble. Là où ça se complique, c'est quand vient le temps de proposer des remèdes aux maux relevés par les électeurs. Gabriel Nadeau-Dubois avoue que sa tournée du Québec lui a permis de se brancher sur les vraies préoccupations des citoyens. L'ancien leader étudiant a participé à pas moins de 50 assemblées partout au Québec, des îles de la Madeleine à Kuujuaq, en passant par la Gaspésie.

« Les gens cherchent des réponses à des problèmes très concrets », dit Gabriel Nadeau-Dubois. Le groupe Faut qu'on se parle compte publier un rapport ambitieux au cours du printemps. Les neuf membres du collectif souhaitent accoucher de propositions originales liées aux dix thèmes qu'ils ont ciblés, dont l'éduca-

tion, la démocratie et l'indépendance du Québec.

« On souhaite que nos propositions circulent le plus largement possible dans la société civile, dans les mouvements sociaux et communautaires et dans les partis politiques », dit-il.

Chez Québec solidaire, on suit de près l'évolution de Faut qu'on se parle. Gabriel Nadeau-Dubois, ses amis et leurs idées seraient accueillis à bras ouverts dans le parti, qui peine à s'imposer après dix années de militantisme. En privé, sans le crier sur tous les toits, des militants du parti redoutent le départ de Françoise David — qui soufflera 69 bougies le mois prochain — et d'Amir Khadir.

Au-delà de la relève, QS voit dans Faut qu'on se parle une source d'inspiration. « Nous entendons comme eux la clameur populaire en faveur du changement. Il faut faire quelque chose pour libérer le Québec des libéraux », dit André Fontecilla, président du parti.

« C'est sûr que nous irons voir Faut qu'on se parle en temps et lieu, plus tôt que tard. Nous leur avons écrit formellement que nous trouvons leur initiative très intéressante », dit-il. QS compte lancer le mois prochain sa propre consultation de la société ci-



Faut qu'on se parle a clôturé à Montréal, jeudi soir, sa tournée, en présence de Maïté Labrecque-Saganash (premier plan), de Gabriel Nadeau-Dubois et de Martin Aussant.

vile dans l'espoir d'élargir sa base militante dans les groupes syndicaux, communautaires, écologistes et féministes, notamment.

La tentation du doigt d'honneur

Le Parti québécois a aussi lancé une tournée qui vise à rencontrer les gens d'affaires et entrepreneurs, les jeunes et les communautés culturelles. « Je suis là pour écouter. Je ne parle pas beaucoup. La majorité des gens que je rencontre ne sont pas membres du Parti québécois et ont des réticences envers le parti », explique Paul Saint-Pierre Plamondon, ex-candidat à la chefferie et responsable de la tournée « Osez repenser le PQ ».

Il compte produire deux rap-

ports, en février et en avril, pour que les solutions proposées par les citoyens fassent leur chemin vers le programme du parti, au congrès prévu à l'automne 2017. « Je veux produire des propositions concrètes dans le but de battre le gouvernement Couillard aux élections de 2018. »

Le politologue Jean-Herman Guay salue les efforts des partis politiques pour proposer des idées emballantes aux électeurs. Le problème, c'est qu'une frange importante de l'électorat rejette systématiquement tout ce qui vient des politiciens traditionnels. Ils préfèrent l'immense doigt d'honneur au système proposé par les Trump et les Rambo de ce monde.

Le Devoir

ÉDITORIAL

RAPPORTS QUÉBEC-MUNICIPALITÉS

Pari risqué

Après les cas de Laval (l'administration Vaillancourt), Boisbriand, Mascouche, Terrebonne, etc., après ce que nous a dévoilé la commission Charbonneau, un acte de foi à l'égard des municipalités comme celui que fait Philippe Couillard avec le projet de loi 122 est-il bien prudent?

Superlatifs et hyperboles ne manquaient pas mardi à Québec, au Salon rouge, lors de la grande conférence de presse solennelle soulignant la Déclaration sur la reconnaissance des municipalités à titre de gouvernements de proximité. «Plus importante décentralisation des pouvoirs de l'histoire du Québec»; «tournant que je qualifierais d'historique»; déclaration «porteuse d'avenir»; «début d'une nouvelle ère, d'un réel partenariat». Un peu plus et un orchestre géant entamait l'Hymne à la joie.

Le gouvernement venait de déposer le projet de loi 122 «visant principalement à reconnaître que les municipalités sont des gouvernements de proximité et à augmenter à ce titre leur autonomie et leurs pouvoirs». Les municipalités réclament depuis longtemps que leurs rapports avec Québec soient modernisés. Elles refusent qu'on les traite de haut, comme des «créatures» de l'État du Québec, veulent être reconnues comme des «gouvernements de proximité» autonomes. Pourtant, la Constitution n'a pas été changée. À l'article 92 de la loi de 1867, on trouve toujours l'alinéa précisant que l'Assemblée nationale peut seule légiférer sur «les institutions municipales dans la province». À preuve, comment s'est terminée la semaine où la fameuse déclaration fut signée? Par l'imposition, vendredi, par bâillon, de la loi 106 (sur les hydrocarbures) notamment aux municipalités, lesquelles l'avaient qualifiée d'inacceptable parce qu'elle empiète à leurs yeux «carrement sur les compétences des municipalités locales et régionales».

Au reste, avec le projet de loi 122, les municipalités (comme Montréal avec le projet de loi 121 et Québec avec le projet de loi 109, adopté cette semaine) obtiennent un peu plus de flexibilité. Avec les lois sur les retraites, celle sur le règlement des différends (110, adoptée le 2 novembre), Québec a livré au moins en partie ce qu'il avait promis: en contrepartie des compressions de 300 millions dans le budget des villes, on vous rend la vie plus facile. Et on accommode des maires qui peuvent.

Les gains des villes dans cette série de lois justifient-ils les superlatifs? La décentralisation ne semble pas énorme. Montréal pourra déterminer les heures d'ouverture de bars. Les villes pourront fixer des limites de vitesse sans consulter le ministère des Transports.

Toutefois, ce n'est pas tant aux dépens du gouvernement du Québec que les municipalités gagnent en pouvoir, mais aux dépens des citoyens! Est abolie l'obligation de soumettre à un référendum plusieurs modifications aux règlements d'urbanisme à Montréal et à Québec. Dans les autres villes aussi, on supprime cette obligation dans plusieurs cas.

Normalement, on devrait imposer à tout palier de gouverner qui gagne en pouvoir et en autonomie certains contrepoids démocratiques. Ici, ça semble être l'inverse. Tout au plus exige-t-on, dans le projet de loi 122, de toute municipalité qui veut limiter le recours au référendum, que celle-ci adopte une «politique d'information et de consultation».

Drôle de logique alors que l'on sort d'une époque où le palier municipal s'est illustré comme celui de la magouille! Vous vous souvenez de la commission Charbonneau? Lorsque les journalistes ont questionné le premier ministre sur les questions de surveillance, mardi, il a soutenu que les citoyens étaient «très bien informés». Oui, car «ils ont accès à l'information. Les médias également ont accès à l'information, et c'est la façon dont les choses vont se gouverner maintenant». Comme si l'accès à l'information dans les municipalités n'était pas un cauchemar! Comme si cela allait vraiment être corrigé par le projet de loi 122. Pour renoncer à ses lunettes roses en ces matières, M. Couillard aurait pu regarder à ses côtés, lors de la cérémonie: Bernard Sévigny, qui est à la fois maire de Sherbrooke et président de l'Union des municipalités du Québec, a admis il y a quelques mois avoir «escamoté» la Loi sur l'accès à l'information. Des informations ont été retenues, les délais de la loi ont été ignorés, l'information a été «organisée» avant d'être divulguée, a dénoncé la FPJQ.

Pire encore, souvenons-nous de Laval, Boisbriand, Mascouche, Terrebonne, etc. Réponse du premier ministre: «Je crois que des événements regrettables comme ceux que vous mentionnez ne devraient pas nous faire reculer sur le chemin de la confiance. C'est un pari, mais c'est le pari qu'il faut prendre dans l'intérêt du Québec.» Admettons que ce n'est pas un pari sans risque.

LE DEVOIR

FONDÉ PAR HENRI BOURASSA LE 10 JANVIER 1910 > FAIS CE QUE DOIS !

Directeur BRIAN MYLES

Rédactrice en chef LUCE JULIEN

Vice-présidente du développement CHRISTIANNE BENJAMIN

Vice-présidente des ventes publicitaires LISE MILLETTE

Directeur des finances STÉPHANE ROGER

Directrice de l'information MARIE-ANDRÉE CHOUINARD

Directeur de l'information numérique FLORENT DAUDENS

Adjoint PAUL CAUCHON, JEAN-FRANÇOIS NADEAU, DOMINIQUE RENY, LOUISE-MAUDE RIOUX SOUCY

Directeur artistique CHRISTIAN TIFFET

Directeur de la production CHRISTIAN GOULET



LETTRES

De Bleury à Berri

Je voulais simplement vous souhaiter un bon déménagement / emménagement. J'espère sincèrement que vous vous plairez dans vos nouveaux quartiers. Je dois avouer que de ne plus voir votre enseigne sur fond de briques rouges coin Bleury me manque déjà. Chaque fois que je suis dans le coin, c'est-à-dire régulièrement, j'y jette amoureusement un œil reconnaissant.

Je profite de l'occasion pour vous remercier sincèrement pour la qualité et la pertinence de votre journal que j'ai adopté il y a quelques années, dont je ne saurais me passer et que je recommande encore régulièrement.

Merci pour cette liberté de penser drôlement précieuse en ces temps de démocratie malmenée!

Micheline Mignault
Le 9 décembre 2016

De l'importance de la culture religieuse

Dans son dernier avis, le CSF nous apprend qu'Agar, la servante de Sarah, épouse d'Abraham, a été violée par ce dernier. Or ce n'est nullement ce que dit le texte biblique (Genèse, 16), qui souligne, au contraire, que c'est Sarah qui prend l'initiative d'envoyer son époux dans le lit de sa propre servante

afin que celle-ci soit en mesure de lui donner un fils, fils que, selon la coutume de l'époque, Sarah sera en mesure d'adopter puisqu'elle-même ne peut concevoir d'enfant. Fière d'avoir enfanté un fils avec Abraham, Agar se montre méprisante à l'égard de sa maîtresse stérile, au grand dam de celle-ci, qui la fait expulser.

Ce qui est intéressant dans ce récit, c'est que c'est Sarah qui décide des choses, Abraham suivant ses recommandations, mais surtout, c'est que ces deux femmes vont donner naissance, l'une (Agar) à Ismaël, l'ancêtre du peuple arabe, et l'autre (Sarah) à Isaac, l'ancêtre du peuple juif, faisant ainsi d'Abraham la figure du patriarche commun aux trois monothéismes que sont le judaïsme, le christianisme et l'islam. Agar n'est donc pas la victime d'Abraham, mais la mère d'une grande nation voulue par Dieu (Genèse, 16, 9-12).

Rappelons de plus que, dans la perspective culturelle du programme d'éthique et de culture religieuse, la valeur de ce type de récit réside non dans leur historicité, mais dans leur dimension symbolique et métaphorique, voire, comme c'est le cas ici, dans la grande fécondité religieuse, philosophique, littéraire et artistique de la figure paradoxale d'Abraham, à travers les siècles.

Cet exemple illustre bien les risques d'un révisionnisme historique et idéologique où l'on juge le passé à l'aune de

valeurs actuelles, exercice qui mène droit à des anachronismes et à des erreurs de compréhension. Un peu de culture religieuse, au sens de connaissances sur les religions, ne serait peut-être pas inutile ici.

Plus largement, les propos de cet avis du CSF s'inscrivent dans un certain discours très critique à l'égard des religions (surtout de la religion catholique), dont il faudrait, à l'école, nous apprend-on, surtout dénoncer le caractère sexiste. Certes, les violences faites aux femmes, au nom de la religion, constituent une réalité à combattre, hélas encore aujourd'hui. Mais il faut être vigilant, à une époque éprise de discours vertueux parfois simplificateurs, si ce n'est trompeurs, de ne pas remplacer une doxa par une autre.

Mireille Estivalèzes, professeure en éducation à l'Université de Montréal
Le 9 décembre 2016

Le dire sans rire? Vraiment?

On demeure pour le moins songeur en entendant Philippe Couillard clamer sans rire «qu'il a littéralement sauté le Québec qui fonçait droit dans un mur» après plus d'une décennie de pouvoir presque ininterrompu de son propre parti.

Pierre Deschênes
Montréal, le 8 décembre 2016

LIBRE OPINION

Lutter contre le sexisme à l'école, avec quels moyens?

AURÉLIE LANCTÔT

Étudiante en droit et militante féministe

Cette semaine, le Conseil du statut de la femme publiait un avis soulignant que l'école québécoise participe au maintien des inégalités entre les sexes. Le Conseil dresse deux constats principaux: les cours d'histoire n'incluent pas la contribution des femmes de façon transversale, et le cours Éthique et culture religieuse n'offre pas une perspective suffisamment critique sur le sexisme qui traverse les traditions religieuses. De plus, on déplore que ce cours n'aborde pas la question de la violence faite aux femmes. Ainsi, l'avis recommande que les cours de culture religieuse soient intégrés aux cours d'histoire afin de laisser plus d'espace à l'éducation à la sexualité et à la citoyenneté.

Le Conseil souligne aussi qu'il faut sensibiliser les enseignants aux stéréotypes de genre. Il n'est pas normal, souligne-t-on, études à l'appui, que l'on «s'attende» à ce que les garçons réussissent mieux en mathématiques et à ce que les filles soient meilleures en français, ou alors qu'on félicite davantage les filles pour la forme de leurs travaux, et les garçons pour leur contenu.

L'avis démontre malgré tout que la majorité des personnes interrogées sur leur percep-

tion du système scolaire estiment que le style d'apprentissage préconisé dans nos écoles favorise la réussite scolaire des filles. Les garçons seraient laissés pour compte. On rejoint ici un élément récurrent du discours public sur l'éducation: les garçons sont malheureux à l'école, ils apprennent mal dans les cadres qu'on leur impose, et cela expliquerait leur taux de décrochage plus élevé que celui des filles.

Les statistiques esquissent effectivement cette tendance, et il s'agit d'une préoccupation réelle. Or, l'avis du Conseil met en relief un élément qui fait sourciller. Selon les personnes interrogées dans l'enquête, la principale explication des problèmes des garçons à l'école serait le nombre plus élevé de femmes dans le système scolaire. Les données recueillies révèlent en effet la croyance largement répandue que les femmes qui enseignent et encadrent les élèves seraient «naturellement» disposées à répondre aux besoins des filles, mais pas à ceux des garçons.

La popularité de cette croyance est inquiétante et il faut la déconstruire. Elle place au premier plan des stéréotypes de genre et relègue des enseignantes. Ainsi, la pratique des enseignantes serait plus façonnée par leurs intuitions et leurs perceptions «typiquement fémi-

nines» que par leurs connaissances en pédagogie, en didactique et dans les matières qu'elles enseignent? La belle affaire!

À bout de souffle

Si l'on s'inquiète du sexisme véhiculé par notre système d'éducation, force est d'admettre qu'il y a aussi un travail d'envergure à faire sur les préjugés sexistes qui nous incitent à dévaloriser la profession enseignante. Si le corps enseignant était composé à 80% d'hommes, laisserait-on autant cours à des croyances fondées sur des conceptions essentialistes du genre qui prétendent tout expliquer, en faisant l'économie d'une réelle perspective critique sur ce qui ronge l'école publique québécoise et accentue les risques de décrochage, chez les garçons comme chez les filles?

La question se pose sérieusement. On est même tenté de pousser cette interrogation un cran plus loin: si les femmes ne constituaient pas l'écrasante majorité du corps enseignant, laisserait-on se dégrader autant les conditions dans lesquelles travaillent les enseignantes, tout en continuant à les critiquer avec autant d'intransigeance? On a beau dénoncer des préjugés sexistes reconduits inconsciemment dans les classes et dans le matériel scolaire, et recommander des réformes, cet effort sera vain si on ne parle pas aussi du manque de res-

sources criant auquel font face les professionnelles de l'éducation.

Cet automne, j'ai participé à la tournée d'assemblées de cuisine du mouvement Faut qu'on se parle. Il n'y a aucun doute, l'état de l'éducation au Québec est la préoccupation qui s'est exprimée avec le plus de vigueur. Les gens ont à cœur la santé de l'école publique et aimeraient que l'éducation citoyenne et critique y soit promue. Mais j'ai aussi rencontré un grand nombre d'enseignantes qui confiaient être à bout de souffle, d'orthopédagogues débordées et découragées devant l'ampleur de la tâche, de parents inquiets que les difficultés de leur enfant ne soient pas correctement prises en charge, faute de moyens... La vérité, c'est que nous avons grugé l'os de l'école publique. Il menace de se rompre, et ce sont surtout des femmes qui font présentement tout pour empêcher le naufrage.

Alors évidemment, personne n'est contre la vertu, on voudrait que le corpus scolaire soit traversé d'une plus grande sensibilité aux inégalités entre les sexes. L'éducation, c'est la base de l'égalité. Mais si on ne donne pas aux enseignantes les moyens de travailler correctement, on ne peut pas espérer que l'école soit un vecteur réel pour lutter contre le sexisme. Il serait temps qu'on prenne au sérieux ce que les professionnelles de l'éducation nous disent à ce sujet.

IDÉES



LA PRESSE CANADIENNE

Pouvoir fédéral de dépenser: des effets pervers

BENOÎT PELLETIER

Professeur à l'Université d'Ottawa, ex-député et ministre

L'une des principales caractéristiques du fédéralisme, dans ce qu'il a d'universel, est l'existence d'un partage des compétences législatives entre au moins deux ordres de gouvernement. Le fédéralisme canadien n'échappe pas à la règle, puisqu'une partie de la Loi constitutionnelle de 1867 (Loi de 1867) est précisément consacrée à la distribution des pouvoirs législatifs entre le Parlement fédéral et les provinces.

La Loi de 1867 ne parle toutefois pas du pouvoir de dépenser, c'est-à-dire du pouvoir d'employer de l'argent pour assurer la mise en œuvre de lois ou l'atteinte d'objectifs gouvernementaux, ou encore, tout simplement, pour la gestion, l'acquisition ou l'entretien des biens publics.

Quoi qu'il en soit, depuis déjà un certain temps, la Cour suprême du Canada semble vouloir cautionner l'idée voulant que le pouvoir fédéral de dépenser puisse être exercé indépendamment du partage des compétences législatives. En d'autres termes, la Cour semble encliner à autoriser l'exercice du pouvoir fédéral de dépenser dans les champs de compétence provinciaux. Bien que l'inverse soit aussi vrai, c'est-à-dire que les provinces peuvent dépenser dans les champs de compétence fédéraux, ce scénario est plutôt rarissime, pour ne pas dire relativement hypothétique.

La Cour suprême impose néanmoins une limite à l'exercice du pouvoir de dépenser, fût-il fédéral ou provincial: il ne doit pas équivaloir à une tentative de légiférer dans les champs de compétence de l'autre ordre de gouvernement ni de régir ou réglementer ces derniers. Cela n'empêche toutefois pas que le pouvoir de dépenser soit parfois exercé sous forme de loi, ainsi qu'en témoigne notamment la Loi canadienne sur la santé.

Champs de compétence

Ce qui motive le gouvernement canadien à dépenser dans les champs de compétence provinciaux, c'est, bien entendu, sa volonté d'assurer le développement économique et social du Canada tout entier, de favoriser l'égalité des chances de tous les Canadiens et de réduire les inégalités régionales. Mais c'est aussi, il faut bien l'admettre,

son désir d'être proche des Canadiens, d'être plus visible. La poursuite de tous ces objectifs est fort louable, sous réserve toutefois du fait qu'elle ne doit en aucun cas en venir à compromettre la saine application du fédéralisme.

Certes, l'exercice du pouvoir fédéral de dépenser dans les champs de compétence provinciaux ne constitue pas une aberration au regard du principe fédéral, puisque pareil pouvoir existe dans nombre de fédérations dans le monde, la plupart d'entre elles le tenant d'ailleurs pour acquis et le voyant même comme une nécessité. Cependant, ce qui peut rendre le pouvoir fédéral de dépenser dans les champs de compétence provinciaux plus problématique dans un contexte fédératif, ce sont ses effets pervers. En effet, il risque, surtout lorsqu'il est assorti de conditions, de miner petit à petit l'autonomie constitutionnelle des provinces, de leur imposer une orientation qu'elles n'appuient pas ou ne souhaitent pas, ou de chambouler leurs priorités et leur planification budgétaires.

Voilà pourquoi le gouvernement du Québec soutient depuis des lustres que le pouvoir fédéral de dépenser ne devrait pas être exercé dans les champs de compétence provinciaux, si tant est qu'il existe, ce que le Québec va même jusqu'à nier. Le Québec soutient aussi que ce pouvoir devrait être limité, dans l'hypothèse où son exercice devait s'avérer inévitable. Cette position de la part du gouvernement québécois découle entre autres de sa crainte de se voir imposer des conditions dans ses propres champs de compétence par le gouvernement fédéral ou de devoir se soumettre à des normes ou exigences fixées par ce dernier. Elle découle au surplus du fait que le gouvernement du Québec redoute, une fois la digue ouverte, qu'il ne puisse plus contenir le flot des dépenses fédérales.

Balises

En ce moment, au Canada, le pouvoir fédéral de dépenser dans les champs de compétence provinciaux prend essentiellement quatre formes: les transferts en bloc aux provinces, lesquels sont accompagnés de certaines conditions; les programmes cofinancés; les versements de sommes d'argent à des personnes, organismes ou municipalités; la péréquation. Soulignons au passage que cette dernière est inconditionnelle et qu'elle jouit d'une reconnaissance constitutionnelle depuis 1982. Mais soulignons également que les programmes cofinancés sont de moins en moins utilisés par le gouvernement canadien, lequel leur

préfère nettement les transferts en bloc. Aussi les programmes fédéraux en matière de santé, d'éducation postsecondaire et d'affaires sociales, qui ont été cofinancés pendant un certain temps, ont-ils été transformés en transferts en bloc il y a de cela plusieurs années.

Selon les médias, des pourparlers auraient été tenus en 2014 entre Québec et Ottawa en vue de conclure une entente visant à baliser le pouvoir fédéral de dépenser. Cette entente aurait, dit-on, permis au Québec de se retirer des nouveaux programmes cofinancés qui auraient été implantés par le gouvernement canadien dans les champs de compétence exclusivement provinciaux, et de recevoir en retour une pleine compensation financière. Cette dernière aurait toutefois été conditionnelle à la mise en œuvre par le Québec de programmes ou d'initiatives compatibles avec les objectifs fédéraux.

Cette entente, si elle avait effectivement été conclue, aurait certes comporté un certain nombre de bons côtés. Par exemple, elle aurait démontré, si besoin était, qu'il est possible de faire avancer les intérêts du Québec à l'intérieur du Canada par des voies non constitutionnelles. Elle aurait aussi confirmé le droit de retrait du Québec avec pleine compensation financière lorsque auraient été instaurés par Ottawa de nouveaux programmes cofinancés. Par contre, cette entente aurait eu les défauts de ses qualités, justement parce qu'elle n'aurait pas eu une autorité constitutionnelle, mais surtout parce qu'elle n'aurait pas porté sur les programmes cofinancés existants ni sur le renouvellement de ceux-ci ni sur les autres formes d'expression du pouvoir fédéral de dépenser dans les champs de compétence provinciaux. En fait, cette entente n'aurait porté que sur de nouveaux programmes cofinancés, alors que, comme nous l'avons déjà dit, de tels programmes n'ont plus vraiment la cote à Ottawa et que, par conséquent, il y a fort à parier qu'il n'y en aurait pas eu beaucoup.

Bien sûr, certains diront que l'entente de 2014, si elle s'était cristallisée, aurait constitué un très bel accomplissement de la part du premier ministre Couillard et se serait inscrite dans cet esprit de collaboration gouvernementale que maints Québécois appellent de leurs vœux. Mais d'autres, dont je suis, diront au contraire que la signature d'une telle entente — avec le même contenu que ce qui a été affirmé publiquement — aurait probablement comporté plus de risques politiques pour le Québec que pour Ottawa.

Briser le mythe et prendre notre place

CATHERINE FOURNIER

Députée élue de Marie-Victorin

Depuis que je suis toute petite, j'entends que les jeunes de ma génération sont désintéressés de la chose publique, que notre attention est exclusive à notre propre nombril. Ces qualificatifs sont trop faciles à attribuer. J'ai personnellement commencé à suivre l'actualité peu avant l'élection québécoise de 2003. Depuis, les libéraux ont été au pouvoir 12 années sur 13 et demie.

Ma génération n'a essentiellement connu qu'une gestion bancaire de l'État, où les grands projets de société ont été évacués et le modèle québécois, de plus en plus démantelé. En seulement 18 mois de gouvernement péquiste, contre 144 mois de gouvernement libéral, nous n'avons pas eu le temps de connaître un gouvernement qui nous aurait rendus fiers, nous n'avons pas eu l'occasion de croire que la politique pouvait être un moyen de changer le monde.

Anxiété

Parallèlement à cela, nous connaissons une anxiété plus grande que les générations précédentes. En effet, les 15-30 ans pourraient être les premiers à connaître un niveau de vie inférieur à celui de leurs parents. Les bons emplois se font rares, même chez les diplômés universitaires, qui doivent souvent exercer un travail pour lequel ils sont surqualifiés. Le salaire minimum actuel ne suffit plus à vivre décemment. L'accès à la propriété est impensable pour la majorité. Plusieurs jeunes sont ainsi découragés et se sentent lésés par les décisions qui les ont menés là.

Dans ce contexte, pour interpeller les jeunes, il y a urgence de susciter de l'espoir. Il y a urgence de recommencer à bâtir. Il y a urgence de recommencer à rêver. Les jeunes doivent prendre leur place, comme moi. Plusieurs le font d'ailleurs déjà. Nous sommes une génération d'entrepreneurs, de futurs bâtisseurs. Après tout, les décisions qui sont prises actuellement auront d'énormes impacts sur notre avenir. À 24 ans, j'ai justement choisi la politique parce que je ressens cette urgence d'agir.

Le pays

Les jeunes aspirent à une société meilleure, plus humaine, plus juste, plus verte, plus prospère. Pour qu'ils s'investissent en politique à l'heure où notre mode de vie est effréné, ils doivent sentir que leur engagement vaut le coup, qu'ils auront un impact bien réel. Il faut leur montrer que la politique peut être un moyen de réaliser de grandes choses, un moyen de concrétiser leurs ambitions.

C'est cette garantie que j'ai fait valoir aux jeunes électeurs de ma circonscription lors de la campagne électorale dans Marie-Victorin. Le Parti québécois est une pépinière d'idées, un terrain de débats qui a fait avancer le Québec et qui continuera de le faire. Nous sommes et avons toujours été le parti des aspirations collectives et le gouvernement des grandes réformes.

Les valeurs

C'est pour cela que je crois au Parti québécois. J'ai choisi d'en porter les couleurs parce que c'est le parti qui porte le mieux les valeurs de la jeunesse québécoise: l'égalité des chances, la protection de notre environnement, la promotion de notre culture et la valorisation de nos services publics. Surtout, je suis au Parti québécois parce que je crois que le Québec a tout à gagner à devenir un pays. De plus, c'est un parti qui fait confiance aux jeunes et qui les écoute. J'en suis la preuve vivante. Mon élection comme plus jeune femme députée de l'histoire de l'Assemblée nationale a démontré la capacité du Parti québécois de faire le pont entre les générations.

Et cela tombe à point. Nous sommes à deux ans de la prochaine élection générale et à quelques mois du congrès national du Parti québécois. C'est le moment idéal pour exprimer notre vision de l'avenir. Je lance un appel à tous ceux et à toutes celles qui veulent contribuer à définir le Québec de demain: vous êtes les bienvenus au Parti québécois. Brisons le mythe et prenons notre place. Faisons partie de la solution.

Écrivez-nous!

Le Devoir se fait un plaisir de publier dans cette page les commentaires et les analyses de ses lecteurs. Étant donné l'abondance de courrier, nous vous demandons de limiter votre contribution à 6500 caractères (y compris les espaces), ou 1000 mots. Inutile de nous téléphoner pour assurer le suivi de votre envoi: si le texte est retenu, nous communiquerons avec son auteur. Nous vous encourageons à utiliser le courriel (redaction@ledevoir.com), mais dans tous les cas, n'oubliez pas d'indiquer vos coordonnées complètes, y compris votre numéro de téléphone.

Pipelines et transition écologique sont incompatibles

ÉRIC PINEAULT

Économiste et auteur de l'essai Le piège Énergie Est (Écosociété)

Du Dakota du Nord à la Colombie-Britannique en passant par la vallée du Saint-Laurent, une vaste coalition s'est formée pour lutter contre l'expansion des pipelines en Amérique du Nord. Si les Premières Nations sont à l'avant-plan de ce mouvement, nous — scientifiques, groupes écologistes, comités de citoyens, agriculteurs et élus — sommes engagés avec elles dans un combat qui va définir l'avenir économique et écologique de nos sociétés.

Cette lutte oppose deux grandes alliances. D'un côté, les entreprises pétrolières et leurs alliés souhaitent démultiplier la capacité de transport des hydrocarbures non conventionnels — en particulier le pétrole issu des sables bitumineux — vers le sud, l'ouest et l'est pour atteindre les marchés internationaux. De l'autre, ceux qui non seulement exigent l'arrêt de ces projets, mais considèrent que les hydrocarbures «extrêmes» doivent rester dans le sol. Les premiers agissent au nom d'un impératif économique: la richesse est là, il faut l'exploiter et nous le ferons tant qu'il y aura du pétrole à extraire. Les seconds agissent au nom d'un impératif écologique, les objectifs de l'Accord de Paris commandent de sortir de manière raisonnée de l'ère du pétrole.

Ce n'est pas en investissant dans l'expansion des infrastructures extractives que nous réussirons cette transition. Ce profond clivage

marque le contexte dans lequel se sont réunis les premiers ministres des provinces et le gouvernement fédéral pour doter le Canada d'un plan de lutte contre les changements climatiques compatible avec les engagements pris lors de la conférence de Paris.

Rhétorique

Le ton donné par Rachel Notley a été repris par Justin Trudeau: il serait possible de concilier ces impératifs antinomiques... mais on garde les cibles des conservateurs de Stephen Harper, quelques *selfies* en plus. D'un côté de la bouche, une rhétorique sur la transition qui s'accompagne de plusieurs mesures concrètes bienvenues, mais de l'autre, le gouvernement soutient de nouveaux projets. Si l'expansion autorisée par le gouvernement Trudeau de Transmountain se réalise, que la ligne 3 d'Enbridge est modernisée et que le transport de bitume par rail est maintenu, le Canada pourra potentiellement extraire et transporter plus de pétrole que le permet le respect de ses engagements climatiques.

Ajoutons à cette capacité excédentaire les éventuels 1,1 million de barils par jour d'Énergie Est et ceux de Keystone XL, c'est maintenant 7 millions de barils par jour qu'il serait possible de transporter. Comment concilier un appui à la volonté de l'industrie de construire des pipelines afin de transporter presque le double de la production avec les cibles ambitieuses de réduction d'émissions de GES? C'est tout simplement impossible.

Les raisons économiques, sociales et environnementales de s'opposer à l'expansion de cette industrie sont multiples. Celle-ci concentre plus de richesse qu'elle n'en distribue, engendre d'importantes distorsions dans le marché du travail, monopolise une part démesurée de l'effort de recherche et a dopé la valeur de notre devise. Mais la principale raison est un fait biophysique incontestable: la production de chaque baril de pétrole issu des sables bitumineux émet plus de CO₂ que la production d'un baril de pétrole conventionnel, et chaque baril de pétrole extrait sera brûlé et émettra des GES supérieurs à ce que la planète peut absorber; 85% doivent rester sous terre. L'impératif climatique est clair: augmenter la capacité d'extraction dans les sables bitumineux en construisant de nouveaux pipelines signifie envoyer dans les marchés du pétrole qu'on ne peut pas brûler.

La nouvelle génération d'oléoducs à grand débit que promeut l'industrie met à risque l'eau et le sol sur des milliers de kilomètres. L'intérêt général est sacrifié pour les intérêts particuliers — mais très puissants — de l'industrie extractive et de ceux et celles qui en dépendent. Nous devons mettre tout en œuvre pour empêcher que les intérêts de la pression économique à extraire définissent ici, ou ailleurs en Amérique, notre avenir et celui du climat.

Énergie Est, Transmountain et autres Keystone XL sont du mauvais côté de l'histoire, et le gouvernement Trudeau a visiblement choisi son camp.

L'ÉQUIPE DU DEVOIR

RÉDACTION Véronique Chagnon et Louis Gagné (adjoints à la direction de l'information), Antoine Robitaille et Guy Taillefer (éditorialistes, responsables de la page Idées), Michel Garneau (caricaturiste), Jacques Nadeau (photographe), Olivier Zaida (rechercheur photos); information générale: Isabelle Paré (chef de division), Lisa-Marie Gervais (éducation), Alexandre Shields (environnement), Amélie Daoust-Boisvert (santé), Pauline Gravel (sciences), Fabien Deglise (société), Jean Dion (sports), Jessica Nadeau, Philippe Orfall et Karl Rettino-Parazzelli (reporters); information politique: Marco Fortier (chef de division), Michel David (chroniqueur), Hélène Buzzetti et Marie Vastel (correspondantes parlementaires à Ottawa), Marco Bélair-Cirino et Robert Durriss (correspondants parlementaires à Québec), Jeanne Corriveau (affaires municipales, Montréal), Isabelle Porter (affaires municipales, Québec), Guillaume Bourgault-Côté (reporter), Julie Carpentier (pupitre); information culturelle: Catherine Lalonde (reporter culturel), Odile Tremblay (cinéma), Stéphane Baillargeon (médias), François Lévesque et Caroline Montpetit (reporters), Benoît Munger et Philippe Papineau (pupitre); information économique: Gérard Bérubé (chef de division), François Desjardins et Eric Desrosiers (reporters), Gérald Dallaire (pupitre); information internationale: Sophie Chartier et Jean-Frédéric Légaré-Tremblay (pupitre); section art de vivre: Diane Prêcourt (responsable des cahiers Week-end et Plaisirs); Loïc Hamon (cahiers spéciaux); équipe internet: Laurence Clavel, Marie-Pier Frappier et Geneviève Tremblay (pupitre), Martin Blais, Annabelle Caillou, Justine Daneau, Florence Sara G. Ferraris et Coralie Mensa (assistants); correction: Andréanne Bédard, Isabelle Dowd, Christine Dumazet et Michèle Malenfant; soutien à la rédaction: Amélie Gaudreau (secrétaire), Laura Pelletier et Arnaud Stopa (commis), Claire Paquet, Chantal Rainville et Nadia Sebati (publicitaires), Sylvie Laporte (avis légaux), Amélie Maltais (coordonnatrice), Laurence Hémond (secrétaire). PRODUCTION Bruno Dubois, China Marsot-Wood, Yannick Morin et Nathalie Zemaitis. INFORMATIQUE Yanick Martel (administrateur web), Jean-François Côté (analyste programmeur), Osvaldo Casas (technicien informatique). PROMOTION, DISTRIBUTION ET TIRAGE Catherine Gentilcore (coordonnatrice du service à la clientèle), Sébastien Beaupré, Manon Blanchette, Nathalie Filion, Ginette Rouleau et Isabelle Sanchez. ADMINISTRATION Olena Bilyakova (responsable des services comptables), Mélisande Simard (adjointe administrative et responsable des ressources humaines), Florentina Draghici et Véronique Pagé.

PHILOSOPHIE

LE DEVOIR DE PHILO

L'élection de Trump dans l'œil de l'École de Francfort

Les analyses d'Adorno, de Benjamin et d'autres sur les médias et le fascisme permettent d'éclairer la victoire du milliardaire

Deux fois par mois, *Le Devoir* lance à des passionnés de philosophie, d'histoire et d'histoire des idées le défi de décrypter une question d'actualité à partir des thèses d'un penseur marquant.

DOMINIQUE TRUDEL

L'auteur est chercheur à l'Institut des sciences de la communication du CNRS à Paris

À la suite de l'élection de Donald Trump à la présidence américaine, les médias et les journalistes se questionnent sur leur propre impuissance, eux qui n'ont su ni prévoir ni prévenir cette élection. Munis de leurs instruments de prédilection — journalisme de données, sondages et vérification des faits —, les journalistes et les grands médias ont refusé d'envisager sérieusement l'éventualité de l'élection de Trump qu'ils ont contribué, bien malgré eux, à favoriser. Afin de bien saisir le phénomène politique et médiatique auquel nous assistons, il est nécessaire de mobiliser les théories appropriées, lesquelles plongent leurs racines dans l'histoire.

Au cours des années 1930 et 1940, des théoriciens allemands tels qu'Erich Fromm, Theodor Adorno, Walter Benjamin et Herbert Bayer ont tenté de comprendre les origines et le fonctionnement du fascisme. Leurs analyses, contrairement à celles produites par les instruments du journalisme contemporain, sont en mesure d'expliquer bien des aspects de la dernière campagne électorale américaine et de son résultat. Ces théoriciens ont tenté d'expliquer la montée du fascisme en considérant les mutations médiatiques de l'époque, particulièrement l'arrivée de la radio et les transformations de la presse, ainsi que les phénomènes sociologiques et psychiques qu'elles mettent en cause. Leur approche se présente comme une solution de rechange aux enquêtes sur l'opinion publique qui se développent à la même époque et qui constituent le socle sur lequel s'est développée l'industrie moderne du sondage. Ce sont ces mêmes méthodes, certes améliorées, et l'individualisme méthodologique qui les sous-tend, qui sont aujourd'hui en cause dans l'échec des médias.

Au début des années 1940, Erich Fromm a conceptualisé la montée du fascisme comme la généralisation d'un schéma sadomasochiste. Dans son versant masochiste, le fascisme se manifeste tout à la fois par l'adoption d'une position imaginaire de victime et par la soumission à un leader fort. Le masochiste s'évite ainsi la responsabilité d'être soi et d'exercer son jugement. Se soumettant au leader, il échappe à «*l'angoisse de la liberté*», selon l'expression de Jean-Paul Sartre. La campagne de Trump a très bien articulé cela en ciblant des groupes appropriés, notamment la classe ouvrière du Nord-Est industriel (*Rust Belt*) dont les conditions socioéconomiques se sont dégradées au cours des dernières années. Se présentant comme l'homme providentiel, Trump s'est souvent contenté d'être vague quant à ses politiques et à son expérience. Son message fut simplement de lui déléguer l'exercice du jugement. «*Trust me*» fut sa réponse à toutes les questions. À l'inverse, les tendances sadiques impliquent plutôt de placer l'autre sous sa domination, de l'utiliser à ses fins et de se réjouir de sa souffrance. La campagne de Trump a clairement désigné les cibles des tendances sadiques: les élites, les minorités, les étrangers et les immigrants.

Le fascisme comme subjectivation politique

Dans la perspective de Fromm et des théoriciens de

l'École de Francfort, le fascisme n'est pas seulement une idéologie (racisme, antisémitisme, anticommunisme, etc.), mais plus profondément une forme de subjectivation politique. Cette notion implique que ce que nous appelons la conscience et l'opinion sont les fruits de forces inconscientes multiples qui s'agencent dans un contexte socio-historique déterminé. En d'autres termes, la conscience ou les opinions politiques ne sont pas des données premières, mais le résultat d'un processus à expliquer. Quels sont les contextes et les instruments qui permettent d'articuler telle opinion politique particulière? Quelles sont les forces inconscientes mobilisées? Les réponses apportées à ces questions par les théoriciens allemands sont nombreuses et variées. Selon leurs différentes analyses, le fascisme s'attache à des facteurs sociologiques lourds (la structure familiale allemande, les transformations de l'économie, etc.) ainsi qu'au mode de socialisation particulier que permet la radio.

Cette conceptualisation du fascisme a des implications méthodologiques claires: le fascisme n'est pas une «*opinion*» et ne peut être appréhendé par les instruments de mesure de l'opinion. Ainsi, dès 1948, Theodor Adorno a formulé une critique des enquêtes d'opinion qui cherchent à cerner ce que pense ou ressent un individu. Si la subjectivation sadomasochiste propre au fascisme implique l'implosion de l'individualité, l'individu, comme unité d'analyse, n'a aucun intérêt pour comprendre le mode de subjectivation par lequel le fascisme opère. Après avoir mené des entretiens approfondis, Adorno a d'ailleurs remarqué que l'antisémitisme des répondants est beaucoup plus affirmé que ce que révèlent alors les sondages de l'Institut Gallup. Pour Adorno, il est clair qu'il existe une marge significative entre les convictions manifestées et les convictions réelles des personnes sondées.

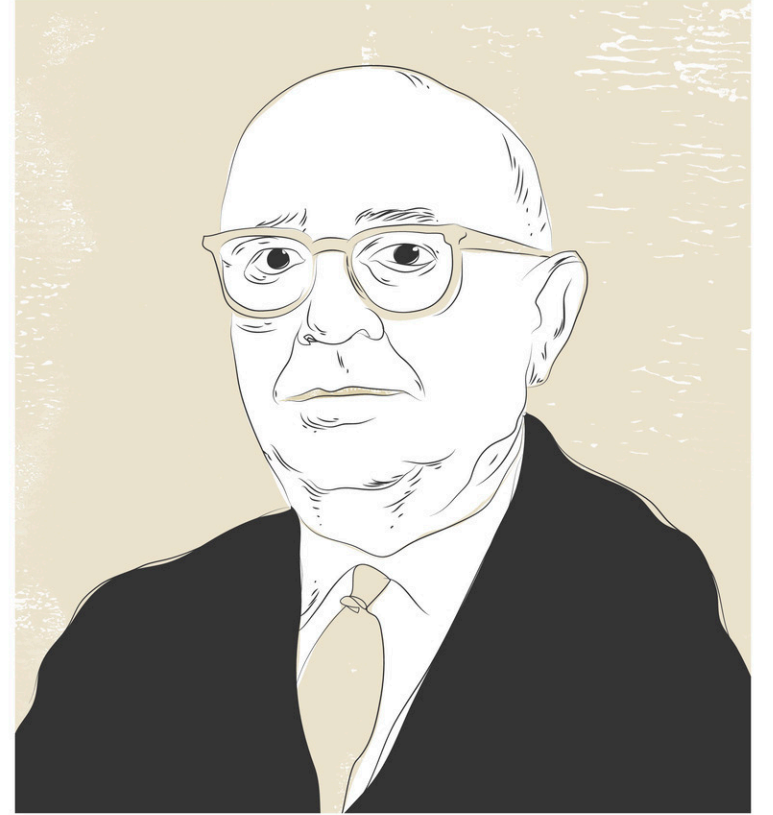
Au cours de la dernière présidentielle américaine, les journalistes n'ont pas su saisir la nature du mode de subjectivation fasciste/sadomasochiste auquel ils étaient confrontés. Si l'épithète «*fasciste*» a été souvent employée par les journalistes, ils n'ont certainement pas adopté les conclusions méthodologiques qui s'imposent, préférant le plus souvent commander et commenter des sondages plutôt que de chercher à découvrir la manière dont la campagne permettait d'articuler des dynamiques psychiques et sociologiques profondes. Pourtant, récemment, le référendum sur le Brexit mettait en cause des dynamiques similaires et les sondages avaient alors eu tout faux. Comment expliquer ces échecs répétitifs? Pourquoi persévérer dans l'emploi de méthodes incapables d'éclairer la réalité?

Le rôle des institutions journalistiques

Cet échec s'explique simultanément par l'inertie des institutions journalistiques ainsi que par ses récentes évolutions. Les écoles de journalisme, encore aujourd'hui, sont dominées par un enseignement mettant l'accent sur l'objectivité, perspective qui s'impose dans les années 1920, alors que les écoles de journalisme se multiplient et que le journalisme se professionnalise. Dans ces écoles, on n'enseigne pas les travaux de théoriciens politiques des années 1930, dont les perspectives ne sont pas objectives. Néanmoins, tout au long du XX^e siècle, différents courants journalistiques ont exploré des perspectives irréductibles à l'objectivité, renouant



Au cours des années 1930 et 1940, des théoriciens allemands tels qu'Erich Fromm (à gauche), Theodor Adorno et d'autres ont tenté de comprendre les origines et le fonctionnement du fascisme.



TIFFET



CHARLIE NEIBERGALL ASSOCIATED PRESS

Se présentant comme l'homme providentiel, Donald Trump s'est souvent contenté d'être vague quant à ses politiques et à son expérience. Son message fut simplement de lui déléguer l'exercice du jugement. «*Trust me*» fut sa réponse à toutes les questions.



ANNIK MH DE CARUFEL LE DEVOIR
Dominique Trudel est chercheur à l'Institut des sciences de la communication du CNRS à Paris.

avec la diversité séculaire qui a caractérisé le développement du journalisme aux XVIII^e et XIX^e siècles.

Aujourd'hui, à l'ère de la crise du journalisme et de la multiplication des plateformes, les épistémologies et les pratiques du journalisme convergent autour d'un modèle dominant adopté par les grands médias. Le journalisme de données, les pratiques de vérification des faits et les sondages se sont imposés comme les instruments par excellence de l'objectivité journalistique. Qui sera en mesure de produire le tableau le plus juste, le visuel le plus frappant? Qui sera capable d'accomplir le vieux rêve objectiviste d'une carte coïncidant parfaitement avec le territoire? Cet horizon n'est pratiquement pas remis en question aujourd'hui par les institutions dominantes du journalisme. Or c'est précisément l'objet de la critique du journalisme proposée par Walter Benjamin.

Dénonçant la chimère d'une «*information impartiale*», ce dernier s'inquiétait non seulement de ce que le journalisme défend, «*mais encore de la manière dont il le fait*». Au journalisme d'information alors triomphant, Benjamin oppose la figure du journaliste-flâneur qui

privilegie l'expérience et la narration. Dans cette perspective, la vérité ne découle pas d'un ensemble de faits objectifs (individualisme méthodologique) [...], mais [consiste] à «*s'emparer d'un souvenir, tel qu'il surgit à l'instant du danger*». Le souvenir du fascisme des années 1930 et 1940 et des analyses de l'époque est à cet égard des plus pertinents pour nous.

Un autre problème est la tendance généralisée, depuis les années 1960 (et après la publication du classique *The Making of the President* de Theodore White), à couvrir les élections à la manière d'un drame homérique. En apparence, la dimension narrative de cette couverture semble en porte-à-faux avec les instruments objectifs du journalisme contemporain. Pourtant, leur effet combiné consiste à donner une impression de réalité à la métaphore de la lutte. Ces récits font abstraction des dynamiques sociales, psychiques et médiatiques, qui sont pourtant cruciales à l'analyse, pour se concentrer sur les candidats et leurs stratégies. La politique se présente alors comme un simple rapport de force, ce qui constitue l'essence même du fascisme qui «*ne conçoit que la victoire du plus fort et l'anéantissement du plus faible*».

Les journalistes et les experts médiatiques ne se sont pas simplement trompés. Ils ont été les complices, malgré eux, de l'élection de Trump. Ils ont découragé plusieurs électeurs d'aller voter. A quoi bon, si Hillary Clinton est certaine de gagner, comme l'ont notamment affirmé nombre d'analystes (dont Rafael Jacob sur les ondes de Radio-Canada)? Mais, plus important encore, les journalistes ont été les complices d'un mode de subjectivation fasciste dont un des traits fondamentaux est la fascination pour la figure du chef. Dans cette élection plus que dans toute autre, le regard des

médias s'est concentré sur les deux candidats, et sur Trump en particulier: ses entreprises, sa famille, sa vie et sa personnalité. Certains croyaient bien faire en exposant un tempérament prompt à la violence, à la limite de la psychopathie. Ils ont eu tort et n'ont fait que dynamiser une subjectivation proprement fasciste qui fonctionne à travers les médias, aussi bien intentionnés et démocratiques soient-ils.

Une réflexion sur les médias fascistes

Pour bien comprendre la complicité des médias dans l'élection de Trump, il est encore une fois nécessaire de se tourner vers les théories et l'histoire du fascisme. Dans les années 1930, les théoriciens allemands craignaient que la presse, la radio et le cinéma soient des engins de socialisation fascistes. Ils s'intéressaient non seulement au contenu des médias, mais plus fondamentalement à leur capacité de subjectivation politique. Selon eux, les médias de masse de l'époque avaient contribué à créer un nouveau type anthropologique, la «*personnalité autoritaire*» qui, exposée à des sources d'information centralisées, aurait en quelque sorte été hypnotisée par le leader. À l'encontre des médias de masse de l'époque, certains théoriciens et artistes du Bauhaus ont alors imaginé de nouveaux médias démocratiques et participatifs capables de créer des «*personnalités démocratiques*», c'est-à-dire des individualités fortes et tolérantes embrassant la diversité. [...]

De tels environnements multimédias évoquent clairement notre propre écosystème médiatique et la diversité des écrans et des points de vue aujourd'hui disponibles. Mais tandis que les premiers environnements multimédias étaient censés s'ouvrir sur des réalités multiples, ceux d'aujourd'hui sont façonnés par des algorithmes in-

formés par les préférences particulières. Ainsi, nos écrans ne reflètent pas la diversité des points de vue, mais ont au contraire pour effet de restreindre et d'intensifier le champ des perceptions.

Le partisan de Trump, tout comme celui de Clinton, sera ainsi exponentiellement exposé à des points de vue conséquents sur ses convictions ainsi qu'à de fausses nouvelles. C'est peut-être là que l'échec des médias est le plus cuisant. Les grands médias d'information ont accepté les règles de Facebook et des autres agrégateurs de nouvelles, dont certains rémunèrent les médias dont le contenu est partagé. Les environnements multimédias, plutôt que d'offrir une multitude de points de vue, se sont ainsi transformés en néo-médias de masse, plus puissants et efficaces que jamais.

Que la presse, très majoritairement, ait pris position contre la candidature de Trump, ne l'excuse en rien. Fascinés par le développement de ses récents outils objectifs, les journalistes ont oublié qu'à chaque événement correspond un ensemble de théories spécifiques permettant d'établir, non pas la carte la plus précise, mais une carte permettant de passer à l'action. Les théoriciens allemands de l'École de Francfort et du Bauhaus, témoins de la montée du fascisme, ont su identifier la complicité des médias et du fascisme compris non seulement comme une idéologie, mais comme un ensemble de mécanismes de subjectivation, lesquels sont similaires à ceux ayant conduit à l'élection de Trump.

◆◆◆
Des commentaires? Écrivez à Antoine Robitaille: arobitaille@ledevoir.com. Pour lire ou relire les anciens textes du *Devoir de philo* ou du *Devoir d'histoire*: www.ledevoir.com/societe/le-devoir-de-philos.